MIGRATIONS INTERNATIONALES ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Par Mayacine CAMARA CSPLP/MEF

Cette présente note ne prétend pas faire le tour complet de la question liant la pauvreté et la migration internationale. Elle essaie de passer en revue les résultats des travaux entrepris dans ce cadre lors de l'Elaboration du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Ainsi, elle fait le point sur le concept de pauvreté, ces définitions et les perceptions des populations pour éclairer les justificatifs de départ vers l'étranger.

Etat de pauvreté : Définitions et perceptions

Selon la perception de nombreux acteurs en périphérie urbaine et dans certains quartiers centraux populaires, la dégradation du cadre de vie reste la forme de précarité la plus destructurante. En effet, c'est particulièrement dans un tel contexte que les populations développent une incapacité à se défendre. Lorsque cette situation se prolonge, les ménages sont obligés à faire de l'incertitude une règle de vie. Devant cet état de société, peut-on dire que ces acteurs ont un quelconque contrôle sur les conditions d'accès aux services sociaux de base ? Les habitations en périphérie sont érigées sans dispositif minimum d'hygiène, ni toilette, ni latrines. Les quartiers périphériques sont enclavés et sont le théâtre d'une insécurité quasi permanente.

L'absence de perspective d'accès aux ressources stables pour le grand nombre crée une angoisse existentielle, un stress permanent et un inconfort qui déteint sur les rapports humains.

Il ressort des études de la Direction de la Prévision et de la Statistique que les populations pauvres restent confinées dans la précarité et le dénuement le plus total. Cette situation qui se dégrade de plus en plus se traduit par un accès limité et difficile aux services de santé et d'éducation, qui, même s'ils existent, ne sont pas souvent sollicités par les couches vulnérables qui ont un pouvoir économique très faible. Vivant dans leur majorité dans les quartiers périphériques et les villages, les pauvres sont confrontés à de multiples problèmes que sont : habitat

précaire, non accès à la terre, à l'eau potable, aux soins de santé de qualité, à l'éducation, à une alimentation riche et variée.

L'analyse de l'état de la pauvreté au Sénégal peut s'articuler autour de quelques indicateurs dont les plus saillants sont : « Est pauvre celui qui n'a rien, qui ne peut régler ses besoins sociaux primaires, qui vit sans accès à des opportunités ». Cet individu est quelqu'un qui se trouve dans un dénuement total, économique et social ; il est sans soutien et ne compte que sur l'aide que lui apporte son entourage pour survivre. Il est souvent qualifié de déclassé social et plongé dans un état de misère quasi - permanent. Son trait dominant est qu'il s'auto exclue lui-même du tissu social, préférant ainsi évoluer dans l'anonymat le plus total.

Quelques facteurs entraînant la paupérisation

Les ruptures intervenues (suppression du Programme agricole, le désengagement de l'Etat, les fermetures d'entreprises à la suite du plan d'ajustement structurel (PAS), la dévaluation du franc Cfa, le renchérissement du coût des produits de premières nécessités et des facteurs de production, sécheresses successives) ont fragilisé les secteurs populaires et provoqué des bouleversements énormes chez les couches sensibles. Les différentes catégories sociales (hommes, femmes, jeunes), les différentes catégories socio-économiques (agropasteurs, salariés, veuves, divorcées, chômeurs, etc.) sont touchées par la paupérisation. Leur basculement a créé des conditions de vulnérabilité inversement proportionnelles à leur capacité à se défendre et à réagir.

Le déclassement de ces nouveaux pauvres constitue sinon, un point de rupture, du moins la trame à la généralisation de la pauvreté. En tout état de cause, il a été décisif dans l'instabilité et la vulnérabilisation d'une frange destinée auparavant à grossir les rangs des couches moyennes citadines dont le rétrécissement creuse le fossé entre l'élite et le secteur populaire. Les nouveaux pauvres sont aussi les familles dont l'unique pourvoyeur de ressources décède, atteint l'âge de la retraite, perd son emploi à la suite des fermetures d'entreprises, déflations, départs volontaires, chômage technique, etc.

La pauvreté qui sévit dans les départements de Kédougou et de Kolda contraste nettement avec la richesse de son sous-sol (Fer à Goto et Faragallia, or à Sabodala et Kéréounda, marbre à Ibel, Bandafassi et Ndébou, etc.) et les potentialités importantes en produits forestiers et agricoles.

La situation de vulnérabilité dans laquelle se trouvent les populations du département de Tambacounda est contradictoire avec les potentialités agricoles qu'offre la vallée du fleuve Gambie et la très forte concentration des effectifs de bovins, ovins, caprins, etc.

L'importance des transferts financiers opérés par les émigrés en direction du département de Bakel (3 milliards de francs CFA par an) ainsi que la présence du fleuve Sénégal sur près de 200 km constituent des atouts et potentialités extrêmement importants qui contrastent fortement avec la situation dans laquelle se trouvent les populations du département.

La pauvreté dans la région de Louga est aujourd'hui fortement vécue par les femmes qui supportent difficilement les effets de la crise. C'est ainsi qu'elles mènent dans leur grande majorité des activités génératrices de revenus pour soutenir l'économie domestique.

La migration internationale comme alternative

Il convient de noter, à partir des enquêtes qualitatives menées au Sénégal, le risque que court certaines localités au Sénégal de voir la pauvreté y sévir encore longtemps. En effet, il a été constaté un net changement de mentalité des populations pour qui la seule voie pour sortir de la pauvreté est l'émigration. Cette nouvelle attitude est une extraversion des stratégies et modèles de réussite sociale. Les jeunes refusent d'aller aux champs ou de s'adonner à l'élevage et se préparent toujours à quitter le pays.

Les migrations sont soit internes ou internationales et dépendent du pouvoir économique et du réseau relationnel dont dispose l'individu ou sa famille. En effet, confrontés au sous-emploi et aux pressions sociales, les jeunes optent de plus en plus pour la migration comme le moyen le plus adéquat pour améliorer leur situation socio-économique et celle de leur famille.

Les jeunes renoncent à l'idéal habituel de réussite sociale par les longues études, l'accès aux hautes fonctions bureaucratiques ou technocratiques. C'est le règne du gain immédiat. Avec la complicité de leurs parents, ils aspirent presque tous migrer aux USA, en Italie et autres pays européens pour ensuite investir chez eux dans l'immobilier, le commerce et prendre en charge significativement les dépenses de la famille d'origine Dakar. Les jeunes socialisés dans les villes sont devenus les premiers candidats à la migration internationale. Pour cela, ils font du « taqale », (mobiliser plusieurs bouts de ressources) pour financer le départ. Les billets

arrivée-payés sont proposés à leurs parents par des intermédiaires qui demandent en gage un titre foncier d'un des membres de la famille.

Impacts socioéconomiques de la migration internationale sur la pauvreté

Pour mesurer la pauvreté, on peut considérer différents indicateurs parmi lesquels :

- Les revenus par tête,
- Les aspects démographiques (population, migrations, etc.),
- Les indicateurs de santé et de nutrition,
- Les indicateurs de l'éducation et les offres d'infrastructures et les capacités humaines, etc.

En outre, il importe de noter que le dynamisme de la population sénégalaise traduit par une fécondité élevée est accompagné d'une baisse assez importante de la mortalité, surtout aux jeunes âges, et d'une forte migration aux âges adultes. Ceci semble augurer une progression d'un déséquilibre structurel dont le coût économique pourrait être élevé dans les années à venir.

Par ailleurs, quelle que soit la source considérée, l'évolution des rapports de masculinité, entre 1976 et 1997, montre qu'il existe un déséquilibre en faveur des hommes. Entre 1976 et 1988, le rapport de masculinité a diminué de 3%. Cette tendance se dégage à travers les différentes enquêtes réalisées durant les dix dernières années. La prédominance des femmes, au cours de cette période, est principalement induite par la sélectivité de la migration qui affecte le plus les hommes.

La fréquence de la polygamie et ses corollaires, l'augmentation de la proportion des femmes s'insérant dans l'économie moderne, la divortialité, la sélectivité de la migration internationale, font qu'on assiste de plus en plus à une féminisation progressive de la fonction de chef de ménage. Au cours de la période 1991-1997, la proportion des femmes chef de ménage a enregistré une évolution à la hausse. En effet, elle est passée de 18,1% en 1991 à 19,6% en 1994 - 1995, date de l'enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM). L'évolution de cet indicateur étudiée par l'entremise des EDS met également en évidence cette tendance à la hausse des ménages dirigés par des femmes : de 15,8% des chefs de ménage en 1992-1993, leur proportion passe à 18,4% en 1997.

S'agissant des systèmes et tendances migratoires, on retiendra que la migration, surtout internationale, est le fait des personnes actives et reste marquée par une forte prédominance des mariés qui bénéficient d'un niveau d'instruction plus élevé que celui des femmes. L'émigration est une donnée importante puisqu'elle est une des stratégies dominantes externes. Ses rapports avec les espaces domestiques sont économiquement fonctionnels. Peut-on pour autant fonder les espoirs d'investissement pour le développement d'une telle stratégie, ou une logique de développement local au moment où les leaders d'associations d'immigrés proclament plus leur statut citoyen, intéressés donc aux problèmes de développement de leur communauté d'origine, mais rejettent le statut d'investisseurs ou bailleurs de fonds? En attendant de mener des études pour y répondre, on peut noter que les flux financiers des émigrés vers leurs communautés n'est pas de nature à suppléer l'aide au développement dont le tarissement montre les limites d'une politique de développement par les interventions et ressources du dehors.

L'émigration, une consigne chez les jeunes

L'idée fortement ancrée que le Sénégal n'offre pas de perspectives d'épanouissement individuel et d'insertion professionnelle au travers de l'expression « Sénégal yooru ko » pour légitimer le départ en migration vers les USA, l'Italie, l'Espagne ou autres pays occidentaux. Ce sentiment est renforcé par le fait que la quasi-totalité des gens qui ont de « belles villas » selon eux, sont des émigrés.

La plupart de ces différentes stratégies sont instables et peu créatrices de revenus durables. Du moins les revenus générés sont faibles et sont pour l'essentiel destinés à la survie des ménages et à l'entretien d'un minimum de sociabilité. D'autres stratégies comme les migrations sont souvent risquées car les migrants génèrent des ressources dans des conditions précaires dans les pays occidentaux ou ils sont à la marge de la société. Il faut reconnaître cependant que ce sont ces pauvres à la marge dans les sociétés occidentales qui nourrissent par le flux financier de nombreuses zones rurales et urbaines du Sénégal.

La prise en compte du phénomène dans le cadre du DSRP

Diagnostic

Le DSRP s'est inspiré fortement des études menées au cours de son élaboration et traite avec une grande particularité, le phénomène de la migration internationale. Il le considère surtout pour les populations qui l'ont utilisé comme stratégie faisant la différence avec ceux qui décident de rester à l'étranger sans pour autant que cela ne soit la motivation de départ.

Ainsi, de manière synthétique, le diagnostic révèle que **les zones les plus pauvres sont les moins touchées par l'émigration.**

Selon ce document de base, il existe des disparités entre les régions face à la pauvreté. En 1991, les données de l'enquête sur les priorités révélaient que la zone comprenant les régions de Kolda, Fatick et Kaolack concentrait 41% des pauvres. Ceci sera à nouveau observé en 1994 où la prévalence de la pauvreté dans cette zone est de 83% (contre 65,3% au niveau national). Cette zone est la plus importante en terme de production sur le plan agricole, mais les activités y sont moins diversifiées ; en particulier, l'agriculture de saison sèche y est peu pratiquée. On observe par ailleurs que ces régions les plus pauvres sont les moins touchées par l'émigration extérieure et reçoivent moins de transferts. A l'inverse, les trois régions qui en reçoivent le plus (Régions de Dakar, Louga et Saint-Louis) sont les moins pauvres.

Stratégie

Le gouvernement du Sénégal, dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté, envisage beaucoup d'activité en vue de permettre aux sénégalais de l'extérieur, de contribuer efficacement à l'amélioration des conditions de vie et à la création de richesses.

Les activités consignées dans le document de plan d'opération du ministère chargé des émigrés, visent des objectifs touchant presque l'ensemble des secteurs essentiels : l'éducation, la santé, l'agriculture, l'énergie, le secteur privé et la décentralisation.

La promotion d'une bonne politique de production et de commercialisation, envisage déjà l'insertion des émigrants dans différents secteurs de création de richesses, suscitant le co-financement et promouvant l'investissement au Sénégal. La bonne réussite de cette activité contribuerait à la relance de l'agro-industrie et autres secteurs importants de création de richesses.

Au plan social, l'amélioration de la prise en charge sociale des émigrés. Dans ce cadre, des projets de sensibilisation sur le VIH SIDA permettront d'atteindre les Sénégalais de l'Extérieurs.

Le Programme d'implication des Sénégalais de l'Extérieur aux politiques de développement des collectivités locales est aussi un moyen efficace pour impliquer les sénégalais de l'extérieur au niveau des politiques de développement des collectivités locales.

La création d'une banque des émigrés rentre dans le cadre de la mise en place de mécanismes de facilitation de l'actionnariat populaire et du secteur privé national dans le processus de privatisation.

Tant d'actions pour contenir le phénomène de la pauvreté rien qu'en ayant comme soutien, les Sénégalais de l'extérieur.